

20 septembre 2018

Communiqué de presse du Centre d'études sur la démocratie Aarau (ZDA)

Bilan global positif pour la promotion du plurilinguisme au sein de l'administration fédérale – mais l'italien reste sous-représenté

La diversité linguistique au sein de l'administration fédérale a progressé. Cependant, l'emploi de l'italien comme langue officielle reste marginal. C'est la conclusion d'une étude réalisée par le Centre d'études sur la démocratie Aarau (ZDA), sur mandat du Centre scientifique de compétence sur le plurilinguisme (Fribourg), qui s'est penché sur le rôle joué par les haut-e-s cadres dans la promotion du plurilinguisme au sein de l'administration fédérale.

Comptant autour de 39'000 employé-e-s, l'administration fédérale se doit de refléter la diversité linguistique de la Suisse – ainsi le veut la loi. C'est en grande partie sur les haut-e-s cadres des quelque 70 unités administratives que repose la responsabilité de la mise en œuvre des directives linguistiques applicables au sein de l'administration fédérale suisse. L'objectif de l'étude était de déterminer comment les environ 370 membres de la haute direction se positionnent face à la gestion des langues, et de quelle manière il-elle-s perçoivent et évaluent les exigences et mesures de la Confédération visant à promouvoir le plurilinguisme.

Le français progresse

La langue d'origine des textes législatifs de la Confédération est un indicateur de l'utilisation des langues officielles dans les différentes unités administratives. Sur la période étudiée, soit entre 1998 et 2015, l'on constate ainsi une nette augmentation du nombre des textes rédigés en français : alors que leur part était de seulement 5 pour 100 en 1998, elle atteint 18 pour 100 en 2015. En revanche, le pourcentage de textes rédigés en langue originale italienne est négligeable puisque, pour la même période, le taux se situe en-dessous de 2 pour 100.

De même, les italophones restent sous-représenté-e-s parmi les haut-e-s cadres de l'administration fédérale : il-elle-s constituaient 5.1 pour 100 de l'effectif en 2015 alors que la fourchette cible fixée pour leur assurer une représentation équitable se situe entre 6.5 et 8.5 pour 100. La part de locuteur-riche-s francophones et du rhéto-romanche, elle, atteint la valeur cible définie tandis que les germanophones sont légèrement surreprésenté-e-s.

La promotion du plurilinguisme bien accueillie

Les mesures et exigences en faveur de la promotion du plurilinguisme dans l'administration fédérale sont perçues de façon positive par les haut-e-s cadres, qui les considèrent comme utiles. L'analyse montre qu'elles sont plus largement soutenues par les cadres supérieur-e-s francophones que germanophones, ces dernier-e-s étant moins sensibles à la question du plurilinguisme. Quant aux italophones, il-elle-s semblent s'être accommodé-e-s du fait que la place de l'italien n'est pas équivalente à celle des autres

langues officielles. L'importance croissante de l'anglais représente un autre défi. Car même si le recours aux langues nationales est encore largement dominant au sein de l'administration fédérale, l'anglais est en progression constante, surtout dans les domaines scientifiques ou les relations internationales.

Diversité linguistique et parité

L'étude montre par ailleurs qu'il existe une corrélation entre la représentation des minorités linguistiques et la proportion de femmes au sein d'une unité administrative. « Les offices fédéraux dans lesquels les minorités linguistiques sont représentées de manière adéquate sont également ceux dans lesquels la présence des femmes est la plus forte », déclare Daniel Kübler du Centre d'études sur la démocratie Aarau, co-auteur de l'étude. « Ce résultat nous a surpris. Nous nous attendions à ce que les objectifs de parité et de représentation linguistique se fassent concurrence. En fait, c'est le contraire ».

Le défi des marchés publics

Les haut-e-s cadres interrogé-e-s relèvent qu'outre la question de la position de l'italien comme langue officielle, celle du plurilinguisme dans les marchés publics représente un défi majeur pour l'avenir. En effet, seul un mode de communication plurilingue, à chaque étape du processus d'appel d'offres, peut garantir l'égalité des chances entre les entreprises des différentes régions linguistiques.

L'analyse s'appuie sur les données du Centre des publications officielles de la Chancellerie fédérale et de l'Office fédéral du personnel, sur une enquête en ligne réalisée auprès des membres de la haute direction de l'administration fédérale (2016) et sur des entretiens qualitatifs menés avec des membres de la direction de vingt unités administratives (2017).

Le Centre d'études sur la démocratie Aarau (ZDA)

Le Centre d'études sur la démocratie Aarau (ZDA) est un centre de recherche de l'Université de Zurich et de la Haute école spécialisée du nord-ouest de la Suisse. Il est également soutenu par le Canton d'Argovie et la Ville d'Aarau. Le ZDA mène de la recherche fondamentale et se consacre aux questions actuelles en lien avec la démocratie - en Suisse, en Europe et dans le monde. www.zdaarau.ch

Etude

Zwicky, Roman; Kübler, Daniel; Beuret, Debora; Schuppisser, Lyne (2018): «Topkader und Mehrsprachigkeit in der Bundesverwaltung», *Studienberichte des Zentrums für Demokratie Aarau*, Nr. 13 (septembre 2018).

Téléchargement gratuit

<https://www.zdaarau.ch/dokumente/SB-13-Mehrsprachigkeit-Bundesverwaltung-ZDA.pdf>

Executive Summary (allemand, français, italien, rhéto-romanche): <http://www.zentrum-mehrsprachigkeit.ch/de/content/topkader-und-mehrsprachigkeit-der-bundesverwaltung>

Informations

Prof. Daniel Kübler (de 8 h 30 à 11 h 30)

044 634 38 86 oder 078 815 67 60

daniel.kuebler@zda.uzh.ch